

**NOTE**

---

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail "Personnalité juridique"
Objet :	Note de synthèse de la réunion du 30 septembre 2002

---

1. Le Président présente au Groupe de travail le projet de rapport final (WD 29), élaboré en tenant compte des remarques faites lors de la dernière réunion du 19 septembre 2002. Il indique les principales modifications contenues dans le texte par rapport au projet précédent, en particulier concernant:

- au par. 38 la suppression des domaines ou organisations internationales concernées;
- au par. 46, premier alinéa, et à la recommandation générale n°3, l'ajout des mots "et le cas échéant, l'EURATOM" après la référence au TCE;
- au par. 46, deuxième alinéa, la substitution des mots "le droit d'ester en justice" par les mots "ces droits".

Ces modifications ont été acceptées par le groupe de travail par un large consensus.

2. Des membres sont ensuite intervenus et ont demandé que des modifications soient apportées au texte sur les trois points suivants:

- au sujet des accords mixtes couvrant plusieurs "piliers" (par. 24), il a été souligné qu'il fallait harmoniser ce paragraphe avec le paragraphe 37, où on indique la nécessité d'une délégation unique de l'Union pour renforcer la position de cette dernière dans la négociation d'accords internationaux; à cet effet, il est proposé d'ajouter au par. 24 qu'une double délégation ne serait constituée que dans certains cas "exceptionnels";

- au sujet du personnel qui serait chargé d'assister le Haut Représentant/Commissaire responsable pour les relations extérieures en cas de fusion de ces deux postes (par. 28), il a été souligné qu'il y avait deux positions au sein du groupe. Toutefois, il a été convenu de mentionner que la position de la majorité était de proposer la création d'une structure unique en vue de contribuer à une conduite cohérente de la politique extérieure et afin d'éviter des duplications inutiles des administrations;
  - enfin, au sujet du contrôle par la Cour de justice, il a été proposé d'ajouter une phrase à la fin du par. 44 indiquant que les modalités du contrôle de la Cour de justice dans ce domaine devraient être encore approfondies.
3. Suite à ces observations le Président s'est engagé à modifier le rapport final sur ces points. Le groupe a ensuite adopté par un très large consensus (un membre se prononçant contre) le rapport final en ayant considéré qu'il reflétait fidèlement l'ensemble des travaux du groupe.